

Journal du Lot 30^c

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements

	3 mois	6 mois	1 an
LOT et Départements limitrophes.....	18 fr. 50	28 fr.	45 fr.
Autres départements.....	20 fr.	30 fr.	48 fr.

TÉLÉPHONE 31

COMPTE POSTAL : 5399 TOULOUSE

Les abonnements se paient d'avance
Joindre 1 franc à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS.

A. COUESLANT, Directeur

Rédacteurs : Emile LAPORTE, Louis BONNET, Paul GARNAL

Les Annonces sont reçues au bureau du Journal.

Publicité

ANNONCES JUDICIAIRES.....	1 fr. 90
ANNONCES COMMERCIALES (la ligne ou son espace).....	2 fr. 25
RÉCLAMES 3 ^e page (— d ^e —).....	3 fr. 50
» 2 ^e page (— d ^e —).....	6 fr. »

Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le Journal du Lot pour tout le département.

Ce qui ne doit plus être

Surtout, il faut nettoyer notre être mental et moral de toutes les anciennes habitudes de penser et de vivre, faire peau neuve à notre cerveau, pourchasser jusque dans les plus lointains replis de notre esprit ce qui peut y subsister de ces méthodes et de ces mœurs qui nous ont menés où nous sommes.

Cette désinfection ne sera pas aussi commode qu'on pourrait croire. Je lis aujourd'hui dans ce qui nous reste de journaux des informations par lesquelles on nous met au courant de ce que disent et font les parlementaires encore présents auprès du gouvernement. Et cela remue et agite en nous-mêmes tout un fond trouble de ressentiments et de mauvais souvenirs.

Ce n'est pas à moi seulement que cela rappelle les temps funestes, les temps où se préparait l'effroyable avenir qui est notre triste présent, les temps où le désordre se répandait et se répercutait d'en haut sur tout notre pays désorganisé par ceux qui avaient mission de le gouverner.

L'autre jour, Pierre Dominique, qui fut avant la guerre rédacteur en chef de la République, organe officiel du parti radical-socialiste, était certainement ému par les mêmes ressentiments. Il demandait si, dans les coins d'ombre où se sont réfugiés les débris de nos assemblées législatives ne subsisteraient pas encore quelques restes des « partis » d'autrefois : modérés ou radicaux, socialistes ou conservateurs !...

Rien qu'à redire ces mots, drapeaux sans honneur et sans gloire de nos contradictions, il vous remonte du cœur au cerveau des flambées de colère et des nausées de dégoût. Il semble que nous donnions des noms divers et changeants à notre unique mal, celui des divisions intestines dont la France risque de mourir !

Notre confrère ajoutait aussitôt que la seule survivance de ces partis serait une sorte de scandale et comme un défi à l'œuvre de rassemblement qu'il s'agit maintenant d'accomplir. Tout ce qui reste de l'ancien esprit « partisan » doit disparaître et tout ce qui pourrait faire renaître cette purulence dont l'organisme national a été infecté.

Après Pierre Dominique nous pouvons bien nous demander ce que font auprès du gouvernement ces débris épars des anciens partis ? Et l'on sait s'il y en avait au Parlement de ces groupes, de ces sous-groupes, de ces intergroupes et de ces supergroupes. Comme le disait Clemenceau, je crois, cela ressemblait à une bataille de rats sur un égout. Image hideuse d'un pays qu'ils avaient divisé contre lui-même, où ils avaient fait une vertu civique de la haine entre compatriotes, où ils avaient fait un devoir aux Français de chercher leurs ennemis parmi d'autres Français !

Alors que l'heure présente est à peine assurée, il faudrait beaucoup de vanité et d'outrecuidance pour prétendre à discerner quelque chose de l'orageux avenir. Mais si l'on ne savait dire ce qui sera, on est bien assuré tout de même de ce qui ne doit pas être, de ce qu'on ne doit pas revoir. Le système que nous avons vu fonctionner — si on peut dire — pendant plus d'un demi-siècle est condamné, si l'on ne veut pas que le soient toutes nos espérances de relèvement. Le régime parlementaire a été démolé par les parlementaires eux-mêmes.

On a pu discerner de ci de là quelques bégayements honteux, quelques murmures indistincts suggérant que peut-être, à y bien regarder, le gouvernement du maréchal Pétain n'est pas rigoureusement constitutionnel.

Voilà une question qui ne peut intéresser personne de sérieux et d'honnête dans le pays. Le maréchal Pétain a quelque chose de plus important à préserver que le régime constitutionnel, c'est la vie de la France.

Emile LAPORTE.

Il faudra réviser ça !

Dans la France de demain, dans ce qu'il restera de la France, il faudra absolument que les Français changent leur idéal de vie. Il faudra qu'ils cessent de confire leur petite existence dans le fonctionnarisme.

Nous mourons de bien des fautes ; mais nous mourons aussi d'avoir été un peuple de ronds-de-cuir. Deux millions de fonctionnaires pour quarante millions d'habitants, c'est trop.

Certes, un pays organisé a besoin d'un cadre de fonctionnaires. Mais nous en étions arrivés, par dégoût de l'effort et de l'initiative personnelle, à diriger nos enfants vers ce parasitisme officiel. « Mon petit, sois fonctionnaire, tu auras une profession solide et sûre, tu ne te tueras pas à la besogne et tes vieux jours seront assurés. » Voilà ce que disaient ou à peu près les pères et les mères de famille à leur rejeton mâle.

Si le garçon rêvait d'une carrière libérale ou de partir pour les colonies, la maman fondait en larmes. « Alors, tu veux abandonner ta maman, vilain enfant ? »

Si nous n'avions pas eu le fétichisme de la liberté (laquelle, d'ailleurs, n'est qu'illusoire, si l'on y réfléchit bien), nous aurions dirigé notre jeunesse vers l'entreprise lointaine. Nous lui aurions donné le goût de l'effort créateur, le sens de la responsabilité. Notre domaine colonial aurait dû avoir chaque année un contingent de jeunes pionniers, comme les casernes avaient chaque année leurs contingents de soldats.

Il en va de même des filles. On les a détournées de leur rôle naturel par les emplois de bureau et ce qui est plus grave, les parchemins et les diplômes. Une jeune fille qui ne désirait pas être au moins docteur en droit, était considérée comme une petite oie. Se marier, avoir une famille, c'était bon pour nos stupides grand-mères.

Il va falloir réviser tout ça. La maison était à l'envers et c'est pourquoi elle n'a pas tenu. Il faut la remettre dans le bon sens. Cela vaudra mieux que de nous attarder à lécher nos plaies.

PAN.

INFORMATIONS

Le Gouvernement est à Clermont-Ferrand

Le Gouvernement du maréchal Pétain a quitté Bordeaux et s'est rendu à Clermont-Ferrand où il s'installe provisoirement.

A Clermont, les ministres ont pris possession du plus grand hôtel de la ville, situé sur la place de Jaude, grand bâtiment où les services trouveront toute la place nécessaire.

On a procédé aussi à l'établissement de toutes les lignes téléphoniques et télégraphiques qui serviront à relier le Gouvernement tant aux villes de la zone libre qu'aux villes occupées et aux pays étrangers.

Les troupes allemandes qui occupaient Clermont-Ferrand se sont retirées selon le plan de la convention d'armistice et ont gagné les limites prévues de la zone occupée.

Par ailleurs, on annonce que la Chambre et le Sénat ne tiendraient pas leurs assises à Clermont-Ferrand.

Les députés s'installeraient à Vichy, tandis que les sénateurs gagneraient la Bourboule.

Dans Lyon occupé par des Autrichiens

Ces jours derniers Lyon était occupé par des troupes de Feldgrau en uniformes verts ou noirs. Aujourd'hui ces troupes sont remplacées par de nouvelles unités qui portent un calot rond à visière, orné d'un brin de verdure. Ces unités sont composées d'Autrichiens, les premières troupes d'occupation étant reparties vers le Nord pour poursuivre la lutte contre l'Angleterre.

Lyon abrite également un grand nombre de soldats français qui ont été faits prisonniers dans la ville même. D'autres soldats, encerclés dans la vallée du Rhône et de l'Isère sont venus les rejoindre. La caserne de la Part-Dieu renferme aujourd'hui près de 15.000 prisonniers français.

Cependant la vie reprend peu à peu à Lyon. Le *Journal du Peuple* et la *Libération* ont été réimprimés pour 3 jours par la Kommandantur. Les services de police et de justice fonctionnent en toute indépendance.

Reprise de la vie scolaire primaire

Le Ministère de l'Éducation nationale communique aux recteurs la décision suivante :

Dans toutes les écoles primaires élémentaires, la vie scolaire pour tous les enfants non susceptibles d'être employés aux travaux agricoles sera reprise dès réception du présent ordre dans les formes que permettront les circonstances : classes, garderies, classes de mil-temps.

MM. les recteurs feront parvenir le présent ordre aux autorités académiques et départementales dans l'étendue de leur ressort et en contrôleront l'exécution.

Mort du maréchal Balbo

Le quartier général des forces armées italiennes communique :

Le 28 courant, dans le ciel de Tobrouk, en Libye, l'avion piloté par le maréchal Italo Balbo s'est abattu en flammes. L'équipage et le maréchal Balbo ont péri.

Le Duce a demandé que le 30 juin soient arborés les drapeaux et les insignes du parti fasciste à la mémoire et en hommage du maréchal Balbo.

Démentis japonais

L'agence Domei publie le démenti suivant :

« Il est absolument faux que les troupes japonaises stationnées en Chine du sud aient jamais reçu l'ordre de procéder à une tentative agressive à l'égard de l'Indochine française. »

A ce sujet, l'agence Domei rappelle que ces jours derniers un porte-parole officiel du gouvernement japonais avait déclaré d'une façon précise que le Japon n'entendait nullement qu'un changement quelconque soit intervenu en ce qui concerne le statu quo de l'Indochine française.

Les visées du Reich sur le minerai espagnol

A la Wilhelmstrasse on attribue une importance spéciale à la ligne de démarcation dressée le long de la côte française de l'Atlantique. Cette ligne, dit-on, assure à l'Allemagne une route sur terre vers l'Espagne, ce qui lui permettra d'obtenir du minerai espagnol.

Un recensement des étrangers aux États-Unis

Le président Roosevelt a décidé que le recensement des quelque trois millions d'étrangers habitant aux États-Unis allait être opéré et que des mesures rigoureuses seraient prises contre ceux qui tentaient de nuire au pays.

Pas de négociations anglo-allemandes

L'agence Reuter dément les bruits d'origine allemande selon lesquels l'Angleterre chercherait à négocier avec le Reich.

Cette agence confirme, au contraire, que l'Angleterre est toujours décidée à poursuivre la lutte jusqu'à la victoire.

HOMMAGE D'UN CHEF ALLEMAND AU SOLDAT FRANÇAIS

Au cours d'une interview, le général Von Reichenau qui commandait en Pologne une division blindée, puis qui fut désigné comme chef suprême des troupes d'attaques sur le front ouest, celui-ci a exprimé son admiration pour l'armée française.

« La valeur militaire des Français dit-il, est ce qu'elle était lors de l'autre guerre, et dans certains combats où les hommes se trouveraient devant du matériel formidable, ils marqueraient un tel courage qu'ils forceraient l'admiration de leurs adversaires. »

« Mais si les soldats furent magnifiques, si certains chefs furent de très grands bons hommes » (le général dit ces mots en Français), l'armée française commet l'erreur de se découvrir, n'ayant pas le matériel pour résister en rase campagne.

« Les Français avaient préparé une guerre défensive : ils ne disposaient d'un matériel peu nombreux, bien qu'excellent, et effectifs trop faibles pour se permettre des expéditions en Norvège et en Belgique. »

« La retraite de Dunkerque restera une opération unique dans les annales militaires, mais si les Anglais en cette occasion avaient sacrifié plus d'hommes pour sauver du matériel français, la situation n'eût pas été aussi simple pour nous. »

« De plus, sans la faute commise par le commandement français à la charnière Sedan-Charleville, il est incontestable que notre pression eût été moins rapide. »

« Notre juste cause, termina le général Von Reichenau, fut aidée par les circonstances. »

Cet hommage de l'armée allemande par un des plus grands chefs allemands mérite d'être soigneusement noté.

Le retrait des troupes roumaines

On annonce d'Ankara que les opérations de retrait des troupes roumaines de la région revendiquée par la Russie soviétique se poursuivent normalement, en dépit des inondations qui, en cette saison, rendent les transports extrêmement difficiles en Bessarabie. On ne signale aucun incident.

Mobilisation générale en Roumanie

Suivant une information diffusée par la radio suisse, la mobilisation générale a été déclarée en Roumanie.

On précise que cette mesure est dirigée contre la Bulgarie et la Hongrie.

Des négociations turco-bulgares

On apprend d'Ankara qu'un envoyé du gouvernement bulgare a été reçu par M. Üsmeth Inonu, président de la République turque.

Bien qu'on ignore les buts exacts de cette visite, qui n'était pas attendue, on déclare dans les milieux officiels que ces négociations ont pour but de resserrer les rapports d'amitié existant entre les deux pays.

Précautions navales aux États-Unis

D'après un communiqué de Panama, les autorités navales des États-Unis ont tendu un filet contre sous-marins à l'entrée du canal de Panama du côté du Pacifique et un autre filet va être mis du côté de l'Atlantique.

Les fonctionnaires américains ont déclaré que ces précautions étaient provoquées par une intensification de l'insurrection militaire, car ainsi qu'on l'a déjà annoncé, les deux entrées du canal sont maintenant protégées par des mines.

D'autre part on n'a pas encore de nouvelles définitives concernant la destination de la flotte américaine. On sait seulement qu'elle a quitté Hawaï il y a six jours.

L'Amérique, qui, d'habitude, prodigue les nouvelles à la presse, a gardé le secret sur la destination de sa flotte.

L'occupation à Hendaye

L'occupation de la ville d'Hendaye et de ses environs s'est effectuée sans incidents. La population, grave et digne, continue à vaquer à ses occupations quotidiennes. La gare, le pont international, les rives de la Bidassoa sont gardés militairement.

Emissions de la radio française

Un groupe de journalistes neutres s'est enquis auprès du ministre de la propagande du Reich si les émissions de la radio française seraient autorisées.

Le ministre du Reich a déclaré qu'un service de radio française va être organisé à Paris par des Français, mais sous le contrôle allemand.

Chronique du Lot

EN FACE DES REALITES

Un de nos amis bien placé pour observer et juger nous écrit la lettre suivante qu'il nous semble tout à fait nécessaire de publier :

« MON CHER AMI,

« L'inconscience et l'insouciance de nos compatriotes est effrayante, car on peut se demander la réaction qui se produira le jour où ils seront en face des réalités. »

« Ils ne paraissent pas se douter que notre situation dramatique va s'aggraver encore dans les semaines qui vont venir. »

« La disparition des stocks d'essence, qui a été gaspillée d'une façon effroyable, l'insuffisance de la quantité de charbon disponible, vont d'ici peu rendre très difficiles le ravitaillement et le rapatriement des réfugiés. »

« Les stocks d'essence seront presque impossibles à reconstituer par l'importation qui ne nous sera accordée qu'au compte-gouttes et encore ! »

« Quant au charbon, il est inutile d'insister, n'est-ce pas ? »

« Et pendant ce temps, les cafés regorgent de consommateurs, avec une clientèle qui boit, qui rit, sur un volcan ; nos parlementaires semblent continuer en sourdine leur petit jeu de transformation presque journalière des ministères, et tout ce monde envisage une reprise de l'existence presque normale. A peine si on admet que quelques restrictions seront nécessaires. »

« Si une main de fer dans un gant de fer ne prend pas ce pays en main, aidé par une Presse d'une sincérité presque brutale pour remettre ce pays en ordre, il est à craindre que d'autres, en présence de son impuissance, ne prennent en main son redressement moral et intellectuel par des méthodes qui ne rappelleront que de loin celles auxquelles nous nous sommes habitués. »

Cahors, 28 juin 1940.

NOTRE PRODUCTION FRUITIERE ET L'EXPEDITION DES PECHEES

De notre correspondant d'Albas :

On aurait cru que la rupture provisoire des communications ferroviaires avec Paris et le Nord de la France allait compromettre l'écoulement de notre production fruitière.

Il n'en a rien été fort heureusement. L'afflux des réfugiés dans notre vallée permet de consommer sur place notre production.

Les fraiseiculteurs qui virent leurs expéditions interrompues par les événements militaires trouveront un écoulement suffisamment avantageux sur place à mesure que croissait le nombre de réfugiés.

Pour les pêcheurs, c'est pareil et toute la pêche a déjà trouvé facilement une clientèle soit sur place, soit sur le marché de Cahors.

Néanmoins la production de la variété Amstel va être si abondante que l'on pourrait craindre qu'elle ne s'écoule pas si vite ou que les cours subissent une chute. Nous tenons donc à rappeler à nos syndiqués que par les soins de M. le Directeur des services agricoles tous les présidents des syndicats locaux viennent de recevoir la note suivante :

« Nous sommes officiellement avisés qu'un train de denrées agricoles circule à partir de ce jour depuis le Midi de la France jusqu'à Limoges. Il passe à Cahors vers 17 heures. »

« Ce trafic peut intéresser les producteurs de pêches qui peuvent ainsi trouver des débouchés intéressants à Brive et à Limoges en dehors des marchés locaux. »

« Il va sans dire que les producteurs devront porter leur marchandise au point d'embarquement de Cahors. »

Les facilités d'écoulement ne manqueront donc pas aux pêcheurs.

RAPATRIEMENT DES REFUGIES DISPOSANT DE MOYENS DE TRANSPORT

Pour permettre le rapatriement rapide et ordonné des réfugiés hébergés par la Ville de Cahors, les intéressés disposant de moyens de transport, auto ou moto, sont priés de se faire inscrire à la Mairie, au rez-de-chaussée, en présentant la carte d'identité et permis de conduire.

Ce renseignement ne concerne que les Français disposant d'autos ou motos. Il comprend aussi les étrangers résidant en France avant leur évacuation.

Retour à la Terre

Ces jours derniers, à l'occasion du passage de nombreuses troupes, nous avons entendu pas mal de conversations d'officiers et de sous-officiers de carrière qui se lamentaient sur la précarité de leurs ressources le jour où la démobilisation sera un fait accompli.

De même, pas mal de réfugiés du commerce et de l'industrie se posent cette angoissante question : Comment allons-nous retrouver une situation dans nos villes alors que nos patrons n'auront plus de travail à nous donner ?

Certes, c'est là un problème d'actualité dont l'importance n'échappe à personne et nous avons entendu émettre cette solution : il n'y a que le retour à la terre. C'est aussi l'avis du « Figaro » lorsqu'il écrit :

« Le petit propriétaire, le fermier, l'ouvrier agricole qui, sous l'influence de ses idées nouvelles, avaient momentanément abandonné leur champ pour aller tenter fortune à la ville, doivent retourner à leur campagne. »

« La ville ne procure que des moyens d'existence illusoire. Le pain qu'on mange le paysan n'est peut-être pas le plus agréable au goût, il est le plus substantiel et le plus durable. »

« Si chacun va reprendre la place chérie de ses aïeux, la vraie place qui lui était assignée par tradition familiale et par une heureuse harmonie logique nationale, tout rentrera dans l'ordre. »

« La ville nourrit de moins en moins ceux qui y sont venus en surnombre. Puissent-ils le comprendre et songer aux foyers un moment désertés où réside toujours leur devoir. »

L'idée développée par le *Figaro* nous paraît d'autant mieux excellente que l'on sait particulièrement dans notre département du Lot, la grande pitié de nos villages abandonnés, que les réfugiés ont récupérés en réparant les brèches des maisons que le temps avait lézardées. En quelques semaines, ils ont rendu ces vieux logis habitables et certains, s'ils étaient sûrs d'y rester longtemps, ne manqueraient pas de se mettre à la culture. Mais leur situation instable ne permet pas d'espérer la continuité de l'effort.

En revanche, combien d'ouvriers et de déracinés de la terre vont se trouver sur le pavé ? Qu'ils prennent donc leur courage à deux mains et qu'ils retournent à la profession ancestrale.

On sait combien de riches terrains sont incultes dans notre département depuis que la friche a conquis la glèbe désertée. Mais il faudrait peu de temps pour remettre ces propriétés abandonnées en valeur.

Au lieu de servir des allocations à tous ces chômeurs, dont le nombre menace de devenir astronomique, qu'on leur accorde des ressources pour les fixer à la terre. Il ne doit y avoir plus de place en France pour des chômeurs. Il ne doit y avoir que des malheureux privés de leur gagne-pain auxquels l'État doit une rééducation et une nouvelle adaptation professionnelle.

En un mot, donner pendant un an des allocations à tous les travailleurs qui prendraient en charge l'exploitation d'un bien tombé en friche jusqu'à ce que les récoltes levées leur permettraient de vivre sur leur bien.

Ces terres pullulent dans les régions incultes et c'est là que le gouvernement devrait porter tout son effort, car nous n'avons plus le droit de laisser la fertile terre de France en jachères.

Du moment que nous n'avons plus à fabriquer des canons et des munitions, que nos usines ne retrouveront qu'une prospérité très réduite tant que l'exportation subira le blocus ou sera concurrencée très avantageusement par l'industrie de nos vainqueurs, que l'on veuille bien examiner si ce n'est pas toujours dans la vraie tradition que : « Patriage et labourage sont les deux mamelles de la France. »

Et si ces mamelles, tarées par la désertion des campagnes, se mettent de nouveau à couler à plein rendement, ayons confiance en notre relèvement, car c'est encore dans notre production agricole que résidera la salut.

Si un monde nouveau doit surgir de la défaite, soulevons que ce monde nouveau oriente la France vers sa destinée agricole dont elle n'aurait jamais dû s'écarter. Le bien-être facile des villes a peut-être forgé notre défaite ; il est temps de reconstruire sur des bases moins fragiles. Si nous n'avons plus de canons, fâchons d'avoir du beurre et même si les Allemands devaient en prélever leur part, il pourrait s'établir des échanges commerciaux très favorables à l'agriculture française qui, en dernier ressort, nous sauvera, dans l'ordre et le travail.

On parlait beaucoup du retour à la terre sans aucune conviction d'ailleurs ; aujourd'hui, on doit se rendre compte que c'est la condition nécessaire et suffisante à notre relèvement.

Le Paysan.

CAHORS

CÉRÉMONIE PROTESTANTE DE DEUIL NATIONAL

Les protestants de Cahors ont célébré dimanche une cérémonie de deuil national. La salle de la Justice de paix qui servait de lieu du culte était comble, quand M. le pasteur Fabry prit place, ayant à ses côtés un jeune boy-scout portant un drapeau français cravaté de deuil. M. le Préfet était présent à la cérémonie, ayant à ses côtés un représentant de l'autorité militaire et de la Chambre de Commerce.

Après les chants et les prières, M. le pasteur Fabry prononça un sermon profondément ému et émouvant où il recommanda la fraternité union des cœurs et des esprits autour du maréchal Pétain pour aider cet illustre serviteur de la France dans son œuvre de réparation et de salut national. Notre chère patrie, dit-il, est abattue, levons-nous et bâtons pour la reconstruire.

Cette exhortation alla remuer jusqu'au fond des cœurs les courages abattus et exalter les volontés défaillantes. C'est dans un sentiment de réconfort que la nombreuse assistance s'est séparée.

PRIX DE LA VIANDE DE BOUCHERIE

Le prix de la viande de boucherie est fixé comme suit, par kilogramme, dans le Lot :

Bœuf sans os. — Filet, hors taxe ; contre-filet, 31 fr. ; tranche noix, 28 fr. ; entrecôte, 24 fr. ; gîte, milieu d'épaule, 22 fr. ; dessous d'épaule, maigre sans os, 15 fr.

Bœuf avec os. — Côtes couvertes, entrecôte avec os, 18 fr. ; plat-de-côte, milieu, jarret, 13 fr. ; poitrine, collet, 11 fr. ; premier jarret, premier collet, 7 fr.

Veau. — Première catégorie : cuisse sans os, 21 fr. ; filet, côtes fines, 20 fr. ; deuxième catégorie : dévoté, côtes, pointe d'épaule, 14 fr. ; milieu de jarret, cendron, milieu de poitrine, 12 fr. ; pointe de poitrine et de flanchet, 9 fr. ; premier jarret, collet, 7 fr.

Agneau de lait. — Gigot, côtelettes, 23 fr. ; épaule, 17 fr. ; ragout, 9 fr. ; mouton. — Gigot, côtelettes, 20 fr. ; épaule, 15 fr. ; ragout, 8 fr. Abats (selon poids et grosseur).

Dans les communes non soumises à l'octroi, les prix ci-dessus doivent être diminués de 0 fr. 50 par kilogramme.

PAIEMENT DES ALLOCATIONS AUX REFUGIÉS

Le paiement des allocations aux réfugiés s'effectuera à la perception de Cahors, rue Victor-Hugo (Hôtel des Finances), dans l'ordre suivant : 2 juillet, n° 1 à 200 ; 3 juillet, n° 201 à 400 ; 4 juillet, n° 401 à 614.

Les intéressés devront être porteurs d'une pièce d'identité.

Secouristes français

Infirmiers volontaires

La Société des Secouristes français informe les élèves de la section de Cahors que les cours reprendront les lundi et vendredi, à partir du 29 juin 1940, à 20 h. 30. Dernières conférences et examen.

Lieu de réunion au Pensionnat Notre-Dame, 17, rue des Soubirous, Cahors.

Ch. DALLEU,
Député régional.

Tribunal de simple police

Dans son audience, le tribunal de simple police a prononcé les condamnations suivantes :

20 condamnations à 11 fr. pour défaut de saut-conduit.

4 à 3 francs pour défaut de présentation de papiers réguliers.

4 à 3 fr. pour défaut d'affichage des prix.

1 à 5 francs d'amende et 1 jour de prison pour défaut d'affichage des prix contre le nommé Arcos Aurélien, marchand de primeurs à Cahors qui se trouvait en état de récidive.

1 à 11 fr. d'amende pour tapage nocturne.

1 à 1 fr. d'amende et 1 jour de travail pour violences légères.

En réparant une pelle

En réparant une pelle, M. Boucly, employé à la S.N.C.F., s'est blessé au poignet droit. Il devra observer un repos de 12 jours.

VIVE SURVEILLANCE A ASSURER

Ainsi que nous le mentionnons, dans chaque numéro, M. le Commissaire de police et ses services s'occupent activement à réprimer les abus véritablement scandaleux dont sont victimes les habitants de notre ville de la part de marchands sans scrupules.

Sans doute il faut reconnaître que ce n'est pas seulement dans notre région que sévit le mercantilisme. Nombreux, en effet, sont les départements où des mesures de surveillance et de répression ont été prises pour la protection des acheteurs.

Et ces mesures sont bien nécessaires quand on apprend que dans certains départements le kilo de pommes de terre, notamment, a été vendu 7 francs !

C'est pourquoi il est juste de rendre hommage à tous ceux qui prennent la défense des intérêts de la population.

Mais il ne faudrait pas, comme d'aucuns l'ont fait observer, que des délinquants fussent l'objet, de grâce... amnistie ! Ce serait, on l'avouera bien, par trop exagéré !

Comme l'écrivait notre confrère, « Paris-Soir », tous les lendeurs de guerre « ont eu leurs Thénardiens, leurs charognards, acharnés à soutirer les derniers écus des bas de laine. A cette heure, la chasse est exemplaire, en ce qu'elle cloue au pilori, comme le font les paysans pour les oiseaux de proie, les citoyens déshonorés par leur avidité... » Il est donc nécessaire que la surveillance soit de plus en plus sévèrement assurée.

L. B.

POUR SE RENDRE DANS LA ZONE OCCUPÉE

Un certain flottement s'étant produit dans l'interprétation des instructions relatives à la situation des réfugiés et aux possibilités de retour, voici les précisions que nous avons recueillies à ce sujet :

Par ordre du gouvernement, depuis le jeudi 27 juin, 4 heures du matin, ne peuvent franchir la limite de la zone libre pour rentrer dans la zone occupée, que les personnes munies d'un ordre de mission délivré par les Préfets. Tout voyageur qui se déplace de son propre chef est arrêté aux barrières organisées aux limites du département de recensement. Cette mesure est prise pour éviter l'engorgement formé par les automobilistes, cyclistes ou piétons qui se présentent en masse à la ligne des territoires gardés par les Allemands.

RESPECTEZ L'ARRÊTÉ

Il est rappelé expressément aux délinquants de boissons que le décret du 28 février 1940 tendant à restreindre la consommation d'alcool et à combattre l'alcoolisme est toujours en vigueur.

Au cas où une infraction serait constatée les consommateurs et le délinquant contrevenant seront poursuivis avec toutes les rigueurs de la loi.

Un gendarme... arrêté pour vol
Dimanche soir, Mme Régner, employée au restaurant Laporte, place Rousseau, constatait que son portefeuille contenant une forte somme se trouvant dans son sac à main, avait disparu.

Ses soupçons se portèrent sur un client du restaurant, le nommé Seguin Marcel, né le 20 novembre 1900, gendarme dans la Côte-d'Or, répliquant, actuellement, à la caserne de Cahors.

M. Reilhac, commissaire de police informé par téléphone, se rendit place Rousseau et, après une courte enquête, interrogea Seguin. Les réponses de celui-ci étant... douteuses, il fut conduit au Commissariat de police. Invité à vider ses poches, Seguin sortit un portefeuille contenant 10 billets de 5 fr. et 22 fr. de monnaie. D'une de ses poches du pantalon, il sortit un billet de 50 francs, fléché et plié sur lui-même.

Interrogé à nouveau, il avoua avoir 700 fr. (un billet de 500 fr. et 2 billets de 100 fr.) dissimulés dans l'étui de son revolver.

Les billets ont été trouvés en boule dans la petite poche intérieure du pistolet.

Le gendarme Seguin a été mis en état d'arrestation et écroué à la prison.

Foire du 1^{er} juillet

La foire du 1^{er} juillet a été peu importante. Voici les cours pratiqués :

Marché. — Pailles, 11 fr. le demi-kilo ; poulets, 12 fr. ; canards, 10 fr. ; lapins, 10 fr. ; pigeons, 20 à 23 fr. la paire. Œufs, 10 fr. la douzaine.

Un cycliste tombe dans le Lot
Un cycliste, M. Burdeau, qui suivait les rives du Lot, a fait une chute et est tombé dans le Lot à Coursbars.

M. Burdeau a été blessé à la tête par des pierres qui se trouvaient à fleur d'eau, mais il a pu regagner la rive par ses propres moyens.

Arrestation pour outrages à agent
Le commissaire de police a mis en état d'arrestation le sieur Gaston Meunier, chiffonnier, pour outrages à l'agent de police Meyer, dans l'exercice de ses fonctions.

Meunier, qui est mobilisé, a été mis à la disposition de l'autorité militaire.

LYCÉE CLÉMENT-MAROT

La Direction du Lycée des Jeunes Filles convoque au Lycée les élèves externes : Philosophie, 1^{re}, 2^e, 3^e, le mercredi 3 juillet à 8 h. 30.

4^e, 5^e, 6^e le mercredi 3 juillet à 14 h. L'examen d'entrée en 6^e est remis à une date ultérieure qui sera communiquée aux familles par la voie de la presse.

Vol d'auto

Une auto en stationnement devant l'immeuble de la Société Générale ayant disparu, plainte fut portée. Une enquête prouva que l'auto avait été prise par un soldat.

Des recherches entreprises permirent de retrouver le soldat nommé Roger Hoyet, de la Compagnie sanitaire du 172^e, originaire de Marquillies (Nord), cantonnée à L'hospitalet (Lot).

Il a été arrêté pour vol d'auto et pour vol d'essence.

Deux de ses camarades, également soldats à la Compagnie sanitaire du 172^e, ont été arrêtés ainsi qu'une femme nommée Renée Miot, de Guise-la-Motte (Oise), évacuée de Seine-et-Oise.

Les deux soldats arrêtés sont les nommés Copin Aristide, de Bruay-en-Artois, et Godfrey Danas, de Quivry (Nord).

Tous ont été écroués à la prison.

Arrondissement de Cahors

Albas

Nécrologie. — C'est une figure bien albasienne et très sympathique qui vient de disparaître en la personne de M. Jean Guilhauma notre boulanger. Aux heures de paix et de prospérité, il fut vraiment un animateur de toutes nos réjouissances et il manifestait son excellent cœur en ne refusant jamais une miche aux malheureux et en accordant toujours du crédit à ceux qui étaient dans le besoin.

Si bien que cette sympathie s'est manifestée à ses obsèques par une énorme affluente de toutes les familles de la localité grosse de l'appoint des réfugiés qui, eux aussi, avaient pu apprécier son dévouement. M. Guilhauma s'était beaucoup surmené depuis que la population avait pour ainsi dire triplé en un mois et il meurt victime du devoir professionnel.

Alors qu'il était déjà à son four à l'heure, il tomba terrassé par une maladie qui exigea une opération chirurgicale faite, hélas ! trop tard.

La mort de notre boulanger a jeté la consternation parmi la population déjà si attristée par les événements. Aux si nombreux témoignages de sympathie qu'a reçus la famille, nous tenons à ajouter l'expression de nos condoléances qui vont à Mme et M. Jean Guilhauma, fille et gendre du défunt, à Mlle Guilhauma, à Mme et M. Bonaure qui conduisirent le deuil en l'absence de M. Jean Guilhauma encore mobilisé, ainsi qu'à toute la famille. — E.L.

Duravel

Succès universitaire. — Mlle Cax, fille de M. et Mme l'Adjoint au Maire, a été reçue au certificat de licence de latin, et au certificat de licence de français.

Mlle Bru, fille de notre Directrice d'école des filles, a été reçue au certificat de licence ès sciences.

M. Henri Goffaux, fils de Mme et M. Goffaux, domaine du Tertre, a été également reçu à la licence en droit.

A tous ces lauréats et leurs familles nous adressons nos plus chaleureuses félicitations.

Montcuq

Foire du 29 juin. — Cette foire a été d'une médiocrité notoire.

Il faut attribuer cette situation à l'état actuel des choses et, ensuite, aux nombreux travaux agricoles en cours qui, cette année, ont été très retardés par les pluies.

Point de bêtes de l'espèce bovine sur le foire à ce destin !

Quelques marchands forains et deux marchands de légumes. Ces derniers, dès leur installation, ont été submergés par les nombreux acheteurs qui désiraient s'approvisionner en légumes.

Aussi ont-ils, dans un court laps de temps, écoulé toute leur marchandise.

Nous avons constaté, avec peine, que les divers légumes avaient atteint un prix excessif.

Ainsi, sept carottes ont été vendues 2 fr. 25 ; six oignons 3 fr. ; les pommes de terre 4 fr. ; les fèves 6 fr. ; les pêches 8 fr. ; le tout le kilo, etc...

Pour que le consommateur ne soit pas continuellement exploité, nous estimons qu'il serait urgent qu'il soit pris, comme il a été fait dans d'autres départements, des mesures des plus énergiques propres à endiguer cette folle surenchère.

Le marché à la volaille était mal approvisionné et les poulets ont été vendus de 10 à 11 fr. ; les lapins de 5 à 6 fr. ; le tout le demi-kilo ; les pigeons de 20 à 10 fr. la paire et les œufs ont débuté à 8 fr. et en fin de marché ont atteint le chiffre de 10 fr. la douzaine.

La prochaine foire, qui généralement n'est jamais bien importante, aura lieu le samedi 13 juillet.

Nos foires ne reprennent de leur essor qu'à partir du mois d'août, alors que les grands travaux sont en partie terminés.

Saint-Vincent-Rive-d'Or

Clercs de notaires. — Les adhérents à la Caisse de retraite des clercs de notaires, 2, rue Danton, Paris, sont avisés que les services sont repliés à Saint-Vincent-Rive-d'Or (Lot).

Arrondissement de Figeac

Marciac

Nécrologie. — Nous avons appris avec regret la mort de M. Alfred Bouzou, cantonnier et appareteur.

M. Bouzou était très estimé dans notre commune et sa mort a provoqué de vifs regrets.

Nous adressons à la famille nos sincères condoléances.

Hyménée. — Nous apprenons avec plaisir le mariage de M. Albert Couzy, propriétaire à Monteil, avec Mlle Juliette Poujade.

Nous adressons aux nouveaux époux nos meilleurs vœux de bonheur.

Clément Maurice du Havre, soldat C.O.A.A., 90^e batterie, à Tarbes.

Clochar Suzanne du Havre, S.P. Paris boul. Voltaire, 9, rue Anatole-France à Cahors.

Collet Berthe Mme, de Barges (Hte-Saône), S.P. Chaumont, B. Toulouse à Cahors.

Core Jeanne Mme, de Troyes, S.P. Troyes, chez Rigaudière, boul. Gambetta à Cahors.

Compagnon Yvette Mlle, de Drancy, employée Bourget, Drancy, Dépôt gare à Cahors.

Courbe Hélène Mme, d'Esars, S.P. Cambrai.

Courbe Paulette, de Cambrai, S.P. Courbe Georges, de Cambrai.

Conduché Antoinette Mlle, de Fort-National (Algérie), S.P. Pontalier-sur-Saône, chez Mme Fourès, rue V. Hugo à Cahors.

Coupage Angèle, de Paris, 18^e, employée bureau Paris.

Colson (voir Perrot).

Couquin Mme Dollé, de Barbeville, S.P. Aulnay-sous-Bois, rue Wilson à Cahors.

Contant Louis, chez Dechaud, Le Mont (Lot) Cosnier, lieutenant, A.S., pl. 12.568, Peyrat (Lot).

Colton Alcide, de Cerseuil (Aisne), maréchal-ferrant, Limé (Aisne), Pens. Jeanne-d'Arc à Cahors.

Condere Marguerite, de Gignoux (Lot), secr. Paris, chez M. Savy, rue de Vayrac à Cahors.

Contrelet Jean, de Vert-en-Drouais, électr. Limay (S.-et-O.).

Conrad Alexandre, aux Lilas (Seine) impr. Clermont-Ferrand, route de Toulouse à Cahors.

Cortet Renée, d'Epernay (Marne), S.P. Epernay.

Corton Eugène, de Calais, soldat 13^e rég., La Roche-Caillanne.

Coppé Fernand, de Boulogne-sur-Elpe, soldat 13^e rég., La Roche-Caillanne.

Couquet Pierre, de Sévigné-Valeppie (Ardèche), S.P. Villiers-sur-Beuvron (Nièvre), B. Toulouse à Cahors.

Conchon Lucie, de Chaume-en-Brie (S.-et-M.), s.p. Joinville-le-Pont, Cahors.

Cosin René, de Chaource, facteur Chaource.

Cosin Pierre, de Dreux, 4^e S.I.M. Le Mans, E.P.S., rue Emile-Zola, à Cahors.

Coyet Julien, de Loosen-Gol (P.-de-C.), soldat 91^e Cie T.C.R.A. à Clerice (Lot).

Cosnyz Daniel, à Laurès (Lot).

Cretenier Abel, chez Dechaud Jules, Le Mont (Lot).

Crepat Jean, de Bessac (Creuse), S.N.C.F. La Varenne-St-Hilaire, gare de Cahors.

Amaz-Droz, chez Mme Dupuy, Château de Montcléra (Lot).

Daniel Léon, de Longes (S.-et-O.), retraité Mantes-la-Ville, Mairie de St-Denis (Ardèche), chez Gaston Pojot.

Darcy Georges, Campagne-sur-Arrie (Ariège), chez Gaston Pojot.

Damaud Jack, de Paris, Aspirant, 20^e Cie, 1^{er} Train, Tél. n° 3 à Ponticq (Lot).

Dangeul Juliette, Les Mazures, s.p. Chaume, E. d'Espère (Lot).

Dascalopoulos Dimitris, d'Athènes (Grèce), chauff. Paris, à Regourd près Cahors.

Daval Jean, de Paris, peintre Clamecy.

David Pierre, de Méné-de-Brizive, C.I.M.T. Mantes, Ecole de garçons bul Gambetta à Cahors.

Damoiseau Eugène, de Gasville (Eure-et-L.), ouv. en clefs Gasville (Eure-et-L.), à Montauban.

Dantan Roger, d'Alfortville, soldat 5^e C.O. M.A. Place Thiers à Cahors.

Dealet, Mme Albert, d'Arria, chardonn. Ar. B. r. de Toulouse à Cahors.

Delainay Geneviève, de Troyes, s.p. Ste-Sa. Mine, chez Mme Ségala, ancienne route de Paris à Cahors.

Demeilliers Jeanne, de Bolbec (S.-I.), empl. tram. Le Havre, B. r. de Toulouse à Cahors.

Demille Jean, de St-Claude (Charente), S.N.C.F., à la gare de Cahors.

Demure Gustave, d'Alloues (Oise), empl. La Varenne, Gare de Cahors.

Demure Gustave, d'Alloues (Oise), empl. La Varenne, Gare de Cahors.

Demure Gustave, d'Alloues (Oise), empl. La Varenne, Gare de Cahors.

Demure Gustave, d'Alloues (Oise), empl. La Varenne, Gare de Cahors.

Demure Gustave, d'Alloues (Oise), empl. La Varenne, Gare de Cahors.

Demure Gustave, d'Alloues (Oise), empl. La Varenne, Gare de Cahors.

Demure Gustave, d'Alloues (Oise), empl. La Varenne, Gare de Cahors.

Demure Gustave, d'Alloues (Oise), empl. La Varenne, Gare de Cahors.

Pour ceux qui se cherchent

Nous reproduisons ci-dessous une deuxième liste d'évacués qui résident à Cahors ou aux environs, afin de permettre le regroupement des familles dispersées.

Charbonnier Maurice, de Paris, empl. Créd. Lyonnais. La Charité-sur-Loire, s.p. Mme Condere, place Rousseau à Cahors.

Chamard René, d'Angers (Maine-et-Loire), Villeneuve-le-Roi, Pension Jeanne-d'Arc à Cabessut-Cahors.

Charle A., notaire, Minoterie St-Just par Nancelle (Aveyron).

Champion Frank, C.T.M. 3/3 A.T.S. Camp de la Planette à Tarbes (Hte-Pyrénées).

Chartier, Lieutenant, Section d'Etudes du Matériel du Génie, Moissac (Tarn-et-Gar.).

Charle, notaire, Minoterie St-Just (Aveyron).

Charvot Mme, chez Mme Carmels, 20, rue Denis-Papin, Brive-la-Gaillarde (Corrèze).

Clos Jean d'Epinal (L.-et-V.), empl. C.I.M.C. Tours, C.I.M.T. école Doumer, boul. Gambetta à Cahors.

Clément Maurice du Havre, soldat C.O.A.A., 90^e batterie, à Tarbes.

Clochar Suzanne du Havre, S.P. Paris boul. Voltaire, 9, rue Anatole-France à Cahors.

Collet Berthe Mme, de Barges (Hte-Saône), S.P. Chaumont, B. Toulouse à Cahors.

Core Jeanne Mme, de Troyes, S.P. Troyes, chez Rigaudière, boul. Gambetta à Cahors.

Compagnon Yvette Mlle, de Drancy, employée Bourget, Drancy, Dépôt gare à Cahors.

Courbe Hélène Mme, d'Esars, S.P. Cambrai.

Courbe Paulette, de Cambrai, S.P. Courbe Georges, de Cambrai.

Conduché Antoinette Mlle, de Fort-National (Algérie), S.P. Pontalier-sur-Saône, chez Mme Fourès, rue V. Hugo à Cahors.

Coupage Angèle, de Paris, 18^e, employée bureau Paris.

Colson (voir Perrot).

Couquin Mme Dollé, de Barbeville, S.P. Aulnay-sous-Bois, rue Wilson à Cahors.

Contant Louis, chez Dechaud, Le Mont (Lot) Cosnier, lieutenant, A.S., pl. 12.568, Peyrat (Lot).

Colton Alcide, de Cerseuil (Aisne), maréchal-ferrant, Limé (Aisne), Pens. Jeanne-d'Arc à Cahors.

Condere Marguerite, de Gignoux (Lot), secr. Paris, chez M. Savy, rue de Vayrac à Cahors.

Contrelet Jean, de Vert-en-Drouais, électr. Limay (S.-et-O.).

Conrad Alexandre, aux Lilas (Seine) impr. Clermont-Ferrand, route de Toulouse à Cahors.

Cortet Renée, d'Epernay (Marne), S.P. Epernay.

Corton Eugène, de Calais, soldat 13^e rég., La Roche-Caillanne.

Coppé Fernand, de Boulogne-sur-Elpe, soldat 13^e rég., La Roche-Caillanne.

Couquet Pierre, de Sévigné-Valeppie (Ardèche), S.P. Villiers-sur-Beuvron (Nièvre), B. Toulouse à Cahors.

Conchon Lucie, de Chaume-en-Brie (S.-et-M.), s.p. Joinville-le-Pont, Cahors.

Cosin René, de Chaource, facteur Chaource.

Cosin Pierre, de Dreux, 4^e S.I.M. Le Mans, E.P.S., rue Emile-Zola, à Cahors.

Coyet Julien, de Loosen-Gol (P.-de-C.), soldat 91^e Cie T.C.R.A. à Clerice (Lot).

Cosnyz Daniel, à Laurès (Lot).

Cretenier Abel, chez Dechaud Jules, Le Mont (Lot).

Crepat Jean, de Bessac (Creuse),